

Nee, Victor et Mozingo, David (éds.), *State and Society in Contemporary China*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1983, 304 p.

H. R. C. Wright

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701873ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701873ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wright, H. R. C. (1985). Compte rendu de [Nee, Victor et Mozingo, David (éds.), *State and Society in Contemporary China*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1983, 304 p.] *Études internationales*, 16(2), 462–464.
<https://doi.org/10.7202/701873ar>

compagnent la cérémonie témoignent de la vivacité des liens parentaux, contribuent à maintenir les rapports qui soudent l'individu à sa famille (par l'endettement notamment) et font de cette dernière une unité sociale traditionnelle non dépassée. Enfin, la morphologie sociale de la campagne chinoise ressemble trop à ce qu'elle était avant 1949 pour que ses habitants aient radicalement changé de mode de vie: même si la famille n'est plus l'unité de production et de socialisation, elle n'en demeure pas moins l'unité de consommation (logement, nourriture, vêtement, etc.); plusieurs régions rurales n'ont que très peu progressé économiquement et constituent un terrain, où les anciennes solidarités trouvent à se reproduire sans trop de peine puisqu'elles gardent prise sur une infrastructure qui leur sied; finalement, l'instabilité politique de la Chine désorganise circonstanciellement l'application des politiques du PCC.

Ceci résume dans son essence le contenu de ce livre qui, avant toute chose, doit être considéré d'intérêt anthropologique. Malgré les réserves qui furent émises, la richesse des données empiriques qui alimentent ce livre, la rigueur de la méthodologie adoptée, les multiples avenues explorées et dont certaines sont ici gardées sous silence faute d'espace typographique (le cheminement idéologique du PCC depuis 1949, l'articulation du discours et des actions des mouvements de femmes et des ligues de jeunesse avec la mouvance idéologique et sociologique post-49, etc.) prêtent à cet ouvrage des qualités certaines et contribuent à une compréhension plus approfondie de la Chine moderne. Voilà sans doute ce qu'était l'ambition de ce livre, et c'est ce qu'il accomplit.

Luc CYR

Département de sociologie
Université Laval, Québec

NEE, Victor et MOZINGO, David (éds.), *State and Society in Contemporary China*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1983, 304 p.

Qu'est-ce que c'était que le fascisme féodal? Il n'était ni fasciste ni féodal, mais les polémistes qui en Chine en 1979 prônaient les quatre modernisations ont cherché les termes les plus péjoratifs pour désigner la dictature prolétarienne pratiquée à la manière maoïste. Engels avait donné l'éveil contre un contournement bureaucratique des révolutions prolétariennes dans son avant-propos de 1891 à l'édition allemande de *La guerre civile en France*, et c'était pour écarter ce mal prévu par Engels que Mao Zedong avait amorcé la révolution culturelle. À la page 136 du livre important dont je rends compte, Richard Kraus, en analysant le rôle social des cadres, cite adroitement le texte bien connu d'Engels (déguisé par un renvoi dans les notes à Roy Medvedev), pour démontrer que la révolution culturelle a précipité ce que Mao Zedong a voulu détourner. Ce dénouement suggère que toute révolution marxiste s'achemine vers le fascisme féodal, mais aucun marxiste ne peut admettre une telle interprétation du concept de la dictature prolétarienne. Les auteurs des articles rassemblés dans ce livre expliquent le fascisme féodal qui régnait sous le culte de la personnalité de Mao Zedong comme un phénomène spécifiquement chinois et ils croient que même en Chine un autre aboutissement est possible.

Ce livre eut son origine dans un colloque à l'Université Cornell en 1978. Les auteurs ont tenu compte des événements et des documents publiés jusqu'en 1982, mais évidemment on a pris les premières décisions éditoriales avant de connaître la signification économique de la chute de Jiang Qing et des maoïstes radicaux. Il n'y a pas d'économiste professionnel dans l'équipe, heureusement, peut-être, puisque les économistes d'aujourd'hui veulent se limiter aux questions propres à l'analyse quantitative, questions moins intéressantes que celles dont s'occupent les sociologues, les historiens et les spécialistes de la science politique. Les économistes à présent

ne sont pas très aptes à collaborer aux oeuvres interdisciplinaires.

La thèse centrale de ce livre est que les victimes de la révolution culturelle constitue une élite naturelle en Chine qui a eu le courage, l'intelligence et la résolution pour tenter la création d'une société libre par la limitation des pouvoirs de l'État et du parti communiste. Selon Tang Tsou (p. 88): « Above all, their personal suffering and difficulties as well as the deepening crisis of authority in the last years of the Cultural Revolution made them fully realize the dire consequences of certain, but not all, ideological and institutional principles endorsed and practiced by them at one time or another when these principles were carried out to their logical conclusion, or, in their view, were perverted by the leftward thrust. The result was a rapid, decisive reversal of the trend toward totalitarianism. China now may be approaching the post-totalitarian stage of her political development without having gone through a period of full-fledged totalitarianism. She has come back from the brink of revolutionary-'feudal' totalitarianism ». Edward Friedman cite (p. 170) un de ces héros démocratiques du parti communiste chinois: « Don't tell me the obstacles to social democratization. I know them better than you do... But I also know some things you don't know. I know who the enemy is. I know how much China has suffered. I know how many of us there are who have sworn to ourselves to fight for this cause to our deaths. You may doubt it but I know *We will win* ».

Cependant, ce régime post-maoïste doit mettre en oeuvre tout le pouvoir de l'État et du parti maoïstes pour imposer à la société chinoise une limitation de l'autorité bureaucratique. Selon les auteurs de ce livre, le régime maoïste était « féodal » parce qu'administré à la manière du modèle patriarcal de Max Weber. Si on accepte le reportage de John Gittings au journal *The Guardian* en 1984, les habitudes de faction, de loyauté et de protection contrecarrent souvent les directives réformatrices du nouveau régime. La modernisation administrative va augmenter le pouvoir central de Beijing et la possibilité d'un

« fascisme léniniste » plus totalitaire que le « fascisme féodal ».

La grande entreprise de démocratisation sociale est possible en raison d'un appui populaire qui ne sait rien de l'héroïsme idéologique qu'on célèbre ici. Pour expliquer cet appui il faut examiner comment la succession de mesures économiques de 1949 à 1976 a amené l'économie chinoise à une limite où le rôle de l'État dans le mode de production entravait les forces de production et où les stimulants moraux avaient perdu leur efficacité. L'approche dans ce livre est plutôt structuraliste qu'historique. On décrit les caractères fondamentaux du régime économique de 1949 à 1976 et on analyse les débats entre les planificateurs et les réformateurs, mais on semble ignorer l'oeuvre historique d'Andrew Walder sur le legs économique de la révolution culturelle.

Le régime post-maoïste, au commencement, a voulu continuer l'appropriation par l'état du surplus économique, tout en changeant son emploi, mais a constaté bientôt que pour rendre efficaces les stimulants matériels un changement radical du système économique était nécessaire. La conséquence en fut l'abandon du Plan de Dix Ans de Hua Guofeng, tournant aussi important dans l'histoire économique chinoise que fut la chute des radicaux maoïstes. Le dilemme continue entre l'investissement et la consommation. Pour conserver la confiance du peuple le régime a besoin du succès visible des quatre modernisations, mais pour concilier les intérêts des secteurs importants de la population, il doit permettre une augmentation générale de la consommation. C'est un peuple divisé. Du tour d'études en Chine en 1984 organisé par *Asian Research Service* de Hong Kong j'ai retenu les deux impressions: qu'il y a une grande division entre ceux qui ont souffert par la révolution culturelle et ceux qui en ont des souvenirs nostalgiques, et qu'il y a des ressentiments urbains contre les bienfaits distribués par le gouvernement parmi la population rurale.

Le parti communiste chinois a libéré les forces productives qu'avait entravé la corruption patriarcale du Guomindang mais a créé

des institutions de planification et de contrôle dont il faut libérer l'économie par des institutions de la légalité socialiste. Dans la perspective de toute l'histoire de la Chine, cette conjoncture exige une idéologie pas moins révolutionnaire que celle d'Adam Smith en Grande-Bretagne au XVIII^{ème} siècle.

H. R. C. WRIGHT

*Département d'économique
Université McGill, Montréal*

3. EN RÉPONSE À...

Certaines rectifications doivent être apportées au compte rendu de mon ouvrage *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*, publié dans le numéro de mars 1984 d'*Études internationales* (Vol. XV, n° 1, pp. 254-256).

Alors que le livre que j'ai écrit porte sur la période 1917-1941, le compte rendu qui en a été fait se termine avec l'année 1932 et ne couvre donc pas les neuf dernières années étudiées dans l'ouvrage; il laisse ainsi de côté le dernier tiers du livre (plus de 200 pages) qui porte sur la période cruciale des années de guerre 1939-1941 et sur la guerre de la Grèce contre l'Italie et l'Allemagne, ainsi que le dernier chapitre qui analyse la relation existant entre l'attaque de la Yougoslavie et de la Grèce par Hitler et l'invasion de l'URSS. De fait, le compte rendu ne fait aucune référence aux parties de l'ouvrage qui contiennent des données importantes et jusqu'à maintenant inédites.

Bien que l'auteur du compte rendu reconnaisse l'utilité de l'ouvrage, le grand nombre d'informations qu'il contient et la recherche approfondie sur laquelle il se base, notamment du côté des sources soviétiques, il affirme que le livre:

ne possède aucune conclusion, bilan ou synthèse. Le lecteur est entraîné dans le labyrinthe d'une description fort détaillée, sans que l'auteur l'aide le moins du monde à s'élever au-dessus de la mêlée, pour jeter un coup d'oeil d'ensemble sur le sujet. Il doit lui-même procéder à cette synthèse.

Cette critique se révèle sans fondement car le sujet est présenté suivant un ordre chronologique et le livre possède une table des matières détaillée, complétée par un index de 17 pages. Un coup d'oeil à la table des matières renseignera immédiatement le lecteur sur les principaux sujets traités dans chaque chapitre. De plus, des conclusions et des bilans apparaissent à la fin de plusieurs chapitres, par exemple aux pages 129, 284, 372, 496, 593 et le reste. Pour ce qui est de la critique relative